

ALEXANDRIE 1900 : LES LEÇONS D'UNE CRISE URBAINE

L'accélération continue de l'urbanisation est présentée comme un phénomène récent. Pourtant les villes du Moyen Orient ont connu, au XX^e siècle, des poussées de croissance tout à fait comparables à celles que l'on rencontre de nos jours. Beyrouth passe ainsi de 10.000 habitants en 1840 à 80.000 en 1880 (1). Alexandrie, pour sa part, passe de 12.000 habitants en 1820 à 180.000 en 1865, à 230.000 en 1880 et à 570.000 en 1925 (2). En un demi-siècle, la bourgade du Delta est devenue une métropole.

Bien sûr, l'échelle des phénomènes est différente. Une ville qui enfile de deux à quatre millions d'habitants en moins de vingt ans soulève des problèmes beaucoup plus complexes qu'une ville qui passe de 20.000 à 100.000 habitants pendant le même laps de temps. Toutefois il ne faut pas s'interdire les comparaisons. Il faut au contraire en tirer quelques enseignements.

Comment caractérise-t-on, aujourd'hui, la crise urbaine ? Par quatre éléments principaux : l'expansion spatiale démesurée, l'afflux incontrôlé des migrants ruraux, la prolifération des petits métiers et l'incapacité des politiques. La conjonction de ces phénomènes suscite des dysfonctionnements en chaîne dont le plus évident est l'habitat «sous-intégré», défini par le géographe marocain Muhammad Naciri et qui présente six caractéristiques : un fort pourcentage d'actifs dans le secteur primaire, un fort taux de chômage, une grande précarité des habitations et de la propriété, un énorme taux de mortalité infantile et un fort taux de fécondité (3). Les «*émeutes du pain*», de Casablanca au Caire, répondent à cette situation de crise. Et l'impuissance des pouvoirs à entraver l'afflux des migrants fait rêver certains urbanistes d'une ville défendue par des enceintes étanches (4).

Ville de migrants :

A la fin du XIX^e siècle, quelle est la situation d'Alexandrie ? Petit bourg à moitié abandonné en 1800, la ville a connu une véritable renaissance entre 1819 (creusement du canal Mahmudiyya) et 1829 (ouverture de l'Arsenal). La création de la première voie ferrée d'Egypte (1854) puis le boom du coton de 1862-1864 ont attiré vers elle des milliers de migrants.

Contrairement à une affirmation trop souvent répétée, ces migrants n'étaient pas étrangers dans leur majorité. Ils étaient originaires des campagnes voisines mais aussi des provinces les plus éloignées, en particulier de Haute Egypte. En pleine période coloniale, les Etrangers n'ont jamais représenté plus de 19% de la population, et encore parce que les Turcs étaient alors décomptés comme «étrangers».

L'essentiel de la croissance formidable de la ville est donc le fait de paysans du Delta et de Haute Egypte, qui ont dû trouver à se loger dans les anciens villages intégrés par la croissance d'une cité qui est passée de 200 hectares environ en 1800 à 40 km² en 1920. Les «*bidonvilles*» sont devenus, du coup, un des traits les plus frappants du paysage, et l'une des préoccupations majeures. En 1892, on comptait plus de 5.000 huttes. En 1920, au moins 10% de la population vivait dans ces taudis sans eau, sans air, et, bien sûr sans aucun service. Presque tous leurs habitants étaient originaires du Soudan et de Haute Egypte, et les indicateurs démographiques étaient effrayants. Muhammad Naciri évalue à 250% le taux de mortalité infantile au dessus duquel on peut parler d'habitat sous-intégré. En 1927, ce taux variait entre 330 et 462% dans les différents bidonvilles d'Alexandrie.

Dans la vieille ville, les problèmes soulevés par cette croissance rapide étaient tout aussi manifestes. La densité globale (*gross density*) était comparable, dès 1860, à celle des quartiers anciens du Caire aujourd'hui : entre 30 et 40.000 habitants au km². Le phénomène de l'abandon du centre ancien par les couches citadines bourgeoises était tout aussi marqué au XIX^e siècle que de nos jours : dans Jumruk, la foule des migrants (qui comptait aussi de nombreux arrivants grecs et italiens) avait remplacé les anciens habitants, entraînant en même temps le délabrement des wakala-s ottomanes. La proportion des maisons en ruines était importante près du port.

Ces nouveaux citadins n'étaient adaptés ni aux modes de vie d'une grande métropole, ni aux habitats, ni aux conditions de travail. Pour la plupart, ils vivaient au jour le jour, trouvant à travailler, à la journée, dans les petites usines proches du port, ou comme employés de maison, quand ils ne mendiaient pas. En 1917, plus de la moitié de la population active était déclarée comme «*domestiques*», et les journaux se plaignaient, dans toutes les langues, de ces «*mendiants qui pavent les rues de la cité*».

Des tensions quotidiennes :

Les contrastes étaient donc particulièrement violents. Et les crises n'ont pas manqué. Déjà Muhammad Ali avait dû faire évacuer par la force près de 10.000 hommes et femmes en 1848. Les événements de 1882, qui virent le bombardement et l'incendie de la ville, s'expliquent aussi en partie par cette situation. A la fin du bombardement britannique, les pilliers ont profité du recul des troupes gouvernementales et du vide de la cité pour saccager magasins et appartements. Les Anglais en ont longtemps accusé les troupes de 'Urabi Pasha. Elles n'y furent sans doute pour rien : les

Robert ILBERT a rédigé cet article pour l'édition arabe du Monde Diplomatique. Nous remercions la rédaction de nous avoir donné la primeur de l'édition en langue française.

Sa thèse «*Alexandrie, espace et société, 1830-1930 Entre empire et impérialismes : l'émergence de la communauté urbaine*». [Thèse d'Etat es lettres, histoire, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales (EMESS) janvier 1990, 4 vol.] doit paraître à l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), au Caire en 1991, sous le titre «*Alexandrie, histoire d'une communauté citadine*».

témoignages concordent pour affirmer qu'il s'agissait bien plutôt de la couche la plus défavorisée de la population qui s'est ainsi «servie» dans une ville abandonnée par ses occupants. Les immeubles et magasins européens ont été, certes, attaqués, mais aussi les magasins égyptiens et même les asiles dépendant des *waqf*-s. Plus tard, d'autres émeutes durent être réprimées : en 1889, en 1902 ou en 1904, des disputes dans les quartiers populaires dégénèrent en début de pillage. Et même durant la grande Révolution de 1919-1922, des troubles sociaux plus que politiques éclatèrent. En 1921 seule la ville d'Alexandrie fut le théâtre de troubles violents qui opposèrent Grecs et Égyptiens, mais surtout ouvriers et «sous-prolétaires». Le mouvement national fut un des moteurs essentiels de la prise de conscience de classe dans cette population jusqu'alors silencieuse.

Les causes de la situation :

Les origines de cet afflux de migrants rappellent, par plusieurs points, celles qui expliquent la situation actuelle de la plupart des villes arabes. Les reculs du pouvoir central sous les règnes de Sa'id et d'Isma'il, la désorganisation des institutions traditionnelles du contrôle social (suppression des corporations), la mutation rapide des conditions économiques et des conditions de vie dans les campagnes sous le poids de la monoculture intensive du coton, l'intégration dans le marché économique mondial, les déséquilibres provoqués par la faiblesse des classes moyennes sont autant de facteurs décisifs, qui ont précipité la concentration des petits paysans appauvris dans le grand centre commercial international qu'était Alexandrie. D'ailleurs la phase de migration intensive débute en 1865, c'est à dire lors de la crise de subsistance déclenchée par la fin de la guerre de Sécession aux USA et la chute des cours du coton égyptien.

La période coloniale a encore aggravé les déséquilibres. Le pouvoir britannique s'est préoccupé de la mise en valeur des terres agricoles. Ses principaux travaux concernaient l'irrigation, les canaux, les barrages. Il s'est désintéressé de la gestion urbaine, laissant croître les déséquilibres du Caire et d'Alexandrie, et laissant, dans cette ville, les initiatives à la grande bourgeoisie locale, peu préparée à assumer de telles charges.

Les administrations publiques (Tanzim en particulier) ne disposaient d'aucun moyen pour promouvoir une «politique urbaine» : ils n'avaient pas de budget, pas de services techniques et peu de moyens de pression juridiques.

L'existence d'un contrôle :

Pourtant les crises ont laissé peu de souvenirs et, dans l'ensemble, la ville a été gérée. Si l'on s'en tient au tableau de l'état sanitaire et économique de la majorité des habitants, les émeutes auraient dû être quotidiennes, d'autant que les pauvres auraient pu piller sans difficulté. Or, les tensions de 1899, 1902 et 1904 sont restées limitées à quelques quartiers et, jamais, le fonctionnement quotidien de la ville n'a été longtemps perturbé.

On ne peut expliquer ce calme relatif par la «passivité» des fellahs, ni par le poids de l'occupation coloniale. Ce ne sont pas les quelques centaines de soldats britanniques stationnés à Alexandrie qui auraient pu contenir la violence. Bien au contraire, malgré des poussées sporadiques, la seconde capitale de l'Égypte était particulièrement calme : la criminalité était plus réduite à Alexandrie qu'au Caire, et

incomparablement plus faible que dans des villes comme Marseille ou Gênes.

L'explication de cette situation paradoxale est relativement simple : malgré la croissance rapide, chaque individu restait encadré par des institutions qui assuraient à la fois le contrôle social, un minimum d'intégration et les services les plus urgents. Au recul de l'Etat répondait un tissu associatif dense qui touchait presque chacun, depuis les immigrants juifs des îles grecques jusqu'aux paysans d'Assiut lors de leur arrivée. La ville était abandonnée par l'Etat; elle restait, tout de même, une collectivité relativement cohérente.

C'est autour de deux éléments que la gestion de la cité s'est organisée : d'un côté la Municipalité (fondée en 1890), de l'autre les instances communautaires.

La Municipalité d'Alexandrie n'était pas, comme on l'a écrit, une «institution internationale». Placée sous la loi égyptienne elle avait au contraire été conçue pour imposer à tous, Égyptiens et Étrangers, un minimum de règles communes. Elle exprimait directement les intérêts de la haute bourgeoisie, puisque le système électoral réservait à deux ou trois mille hommes la possibilité de voter. Mais elle avait pour but l'organisation d'une ville qui, en 1890, était particulièrement en retard sur les autres grandes capitales de Méditerranée. Pratiquement, trente ans plus tard, la Municipalité était parvenue à imposer un minimum de cohérence urbaine. Non par philanthropie, mais par intérêt : les bourgeois alexandrins avaient compris que leurs affaires seraient mieux servies dans une ville gérée. L'ordre urbain est d'abord le fait d'une prise de conscience des intérêts communs.

Pour imposer cet ordre, le relais communautaire et associatif fut essentiel. Des constructions d'écoles aux hôpitaux, qu'il s'agisse des Juifs, des Grecs ou des Musulmans Égyptiens, toutes les réalisations furent le fait d'institutions privées qui vinrent remplacer le pouvoir d'Etat défaillant. Le mythe de la ville cosmopolite, où chacun vivait en paix avec son voisin est né de cette organisation. Les associations musulmanes s'occupaient par exemple aussi bien de l'enseignement que du placement des jeunes ou des funérailles. En l'absence de mécanisme unique d'intégration, la ville a fonctionné comme une juxtaposition de cellules autonomes, réunies au sommet par les notables qui siégeaient, ensemble, au Conseil Municipal.

C'est cette organisation qui explique que, malgré une situation objective de crise permanente, Alexandrie ait échappé jusqu'aux années 1940 aux effets dramatiques de ses déséquilibres. Compensés quotidiennement par l'existence d'une communauté citadine, ils n'ont pu s'exprimer que par accident, lorsqu'un événement extérieur perturbait le système.

A partir des années trente, et surtout à partir de 1950, il en est allé autrement. Non pas à cause d'une nouvelle immigration rurale : le phénomène était ancien. Mais à cause de la dissolution de la communauté des intérêts, à cause de la dispersion de la bourgeoisie locale et à cause de la concurrence nouvelle du pouvoir central. En 1926, la Municipalité a été privée de l'essentiel de ses pouvoirs. A partir de 1930, les associations patronales sont entrées en crise. Quelques années plus tard l'édifice tout entier s'effondrait.

(voir suite pag. 9)

Tunisie-Monde Arabe : Des envoyés extraordinaires sont dépêchés dans 11 pays par le président de la République pour expliquer la position de la Tunisie dans la crise du Golfe dans 11 pays: message au Roi Fahd remis par le ministre de la justice Neffati; messages à l'Emir du Bahrein, puis du Qatar remis par le ministre de la Culture et de l'information Ahmed Khaled (12 septembre).

8 septembre : Crise du Golfe : une délégation parlementaire de la CEE est reçue par le premier ministre Hamed Karoui et le ministre des Affaires étrangères Habib Boulares. La délégation européenne comprend principalement des socialistes : français (Claude Cheysson), italien, ouest-allemand, britannique et un conservateur britannique.

9 septembre : Municipalité : le maire de Tunis Mohamed Ali Bouleymane est élu président de la fédération nationale des villes tunisiennes.

10 septembre : Politique : distribution de tracts par les étudiants de l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE) pour se démarquer des déclarations de Jebali et de Mourrou membres du mouvement islamique Annahda sur la crise du Golfe.

11 septembre : Politique : convocation d'une session extraordinaire de la chambre des députés pour examiner la position de la Tunisie sur le conflit du Golfe. Le premier ministre Hamed Karoui a annoncé que la Tunisie a commencé à appliquer les résolutions de l'ONU dans le conflit du Golfe. Le chef de gouvernement a évité d'utiliser le mot «*embargo*».

Entreprise : inauguration d'une nouvelle usine de production d'eau minérale «Safia» à Ain Ksiba par la société tunisienne d'eau minérale (SOSTEM) : médaille d'or décernée à la manifestation internationale du Luxembourg et protocole d'accord avec une société canadienne pour la commercialisation de la marque en Amérique du Nord.

12 septembre : Crise du Golfe : selon le ministre de l'Economie Mohamed Ghannouchi, les répercussions financières directes de la crise du Golfe sur l'économie tunisienne sont estimées à 140 millions DT pour 1990 et à plus de 200 millions DT en 1991.

13 septembre : Politique : à la suite du décès le 13 septembre en Suisse du nationaliste Brahim Toubal, cérémonie officielle d'inhumation à Mahdia.

14 septembre : Diplomatie : adoption à Washington de la résolution accordant à la Tunisie le statut «*d'observateur permanent*» au sein de l'organisation des états américains.

Tunisie-Chili : première nomination d'un ambassadeur (madame Marcia Coyarrubias) depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1981.

15 septembre : Social : simplification des procédures administratives de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse vieillesse (CAVIS).

Tunisie-Mali : signature d'un accord de coopération en aéronautique civile et en météorologique, relatif notamment à la sûreté de l'aviation civile (recherche et sauvetage des avions).

16 septembre : Presse : parution du mensuel de l'UTICA «*Tunisie économique*» après 10 ans d'interruption.

17 septembre : Crise du Golfe : boycottage symbolique des avions et bateaux américains et britanniques à l'appel de l'UGTT.

19 septembre : Enseignement : 7 lauréats tunisiens boursiers du gouvernement français sont admis au concours

d'entrée de l'école polytechnique de Paris sur un total de 27 participants étrangers.

Tunisie-U.S.A. : versement d'un prêt de 6 millions de dollars entre la Tunisie et des banques américaines, l'agence de développement internationale USAID pour des projets d'assainissement en vertu d'un prêt de garantie d'une valeur de 50 millions signé en 1985.

20 septembre : Tunisie-USA : ratification par le sénat américain du traité de non double imposition entre les deux pays.

(suite de la page 3)

L'exemple alexandrin n'est pas un plaidoyer pour un retour au système communautaire. Celui-ci ne pouvait fonctionner qu'à une échelle réduite, et avant que les nationalismes ne brisent l'unité d'une société héritée de l'Empire Ottoman. Il témoigne toutefois du rôle central urbain. Il permet aussi de préciser un point aujourd'hui essentiel : il y a crise urbaine quand il n'y a pas de communauté citadine. La crise urbaine ne se mesure pas seulement en termes quantitatifs.

Robert ILBERT
Université de Provence
Département d'Histoire

(1) Leïla Tarazi-Fawaz, *Merchants and migrants in nineteenth century Beyrouth*, Harvard, 1983, 182 p.

(2) Robert ILBERT, *Alexandrie, 1830-1930, Espace et société, Histoire d'une communauté citadine*, Thèse de Doctorat d'Etat, Paris EHESS, 1990, 852 + 259 p.

(3) Mohammed Naciri, «*Les formes de l'habitat sous-intégré, essai méthodologique*», *Hérodote*, N° 19, Paris, 1980.

(4) Al-Akhbar, 1 Juin 1985.

(suite de la page 4)

d'une "Moïra" originaire ou d'une insondable liberté ?
(Jean Ladrière)

5. Une réflexion sur la notion de création amène à l'idée que toute création est différentielle, donc offensante pour ce qui est; la notion de création devient alors un critère différentiel de l'humain (René Passeron).

L'événement que représente le Congrès d'Hammet mérite, en définitive, d'être salué. A de multiples points de vue, on peut en apprécier le caractère bénéfique et prometteur. On soulignera tout particulièrement l'ouverture de l'A.S.P.L.F. à tout le champ de préoccupations et de réflexions spécifiques que constitue la pensée arabomusulmane qui voit ainsi s'affirmer son rayonnement international.

Ali CHENOUFI,
Secrétaire général de la Société
Tunisienne des Etudes Philosophiques